« Réduire les pratiques qui fragilisent nos PME »

Christian Estrosi, ministre de l'Industrie, est venu hier en Moselle au chevet de la sous-traitance. Il veut assainir par la médiation les relations entre les donneurs d'ordres et leurs fournisseurs.

Certaines pratiques choquent et sont hors-la-loi ! Je veux réduire ces pratiques abusives par la médiation. On peut me traiter d'interventionniste, de protectionniste, mais je me battrai toujours pour un certain patriotisme économique, je le revendique ! » Christian Estrosi tel qu'en lui-même, hier, dans l'amphi des nouveaux locaux de l'Ecole nationale d'ingénieurs de Metz (Enim) au Technopôle. Le ministre de l'Industrie a clairement entendu le message des PME de la sous-traitance, complètement fragilisées par la pression que leur imposent de grands donneurs d'ordres, dont les services achats réclament baisses de prix sur baisses de prix.

« *On est réduit au rang de simple exécutant. Nos clients n'ont qu'un souci : le prix ! Le mot partenariat a disparu* », s'inquiète Charles Coutiers, patron d'une PME de Basse-Ham venu dans la matinée demander l'aide de l'équipe de Jean-Claude Volot, le médiateur de la sous-traitance installé par le ministre début avril. « *Les relations entre les clients et leurs sous-traitants sont de plus en plus déséquilibrées. Il faut prendre en compte la protection des PME. La solution passe par une refondation de ces relations. Nos PME ont besoin de protection* », a lancé Jean-Pierre Lucas, président de l'Union des industries de la métallurgie (UIMM) en Moselle.

« Le pot de terre contre le pot de fer »

Et les PME sont décidées à se battre. Mais le combat est bien inégal. « *On n'est pas dans la même catégorie que les donneurs d'ordres, qui sont de grands groupes, des équipementiers. C'est le pot de terre contre le pot fer* », ajoute Jean-Pierre Lucas. Et le médiateur de la sous-traitance est justement un des outils retenus à la sortie des Etats généraux de l'industrie pour remettre de l'huile dans les rouages entre PME et donneurs d'ordres. Chez ces derniers, Jean-Claude Volot critique la place prise par les acheteurs. « *Ils font appel à des regroupements d'acheteurs pour encore peser davantage sur les approvisionnements. Et si on ne fait rien, c'est tout notre tissu de PME de la sous-traitance qui va s'assécher* », constate-t-il. « *Il y a une véritable perte de la compétence technique chez le donneur d'ordres. Des grands industriels ont abandonné leurs ateliers et il devient difficile pour un patron d'entreprise d'avoir un interlocuteur technique* », renchérit Charles Coutier. Christian Estrosi veut revenir à une véritable stratégie de filières que les Etats généraux de l'industrie ont mis en avant. « *Les Allemands l'ont fait, ils ont su réagir et stabiliser leurs filières. Donneurs d'ordres et sous-traitants sont associés et dans une relation donnant-donnant. Nous allons créer huit comités de filières en France* » Et le ministre de citer la volonté du gouvernement de faire émerger une véritable voiture électrique *made in* France. « *La Zoé sera assemblée à Flins avec 70 % de composants français, alors qu'initialement, Renault envisageait de la produire avec seulement 35 % de matériel français !* »

Bernard KRATZ.

Christian Estrosi aux côtés de Jean-Claude Volot (à gauche), Regis Limbach, de Microtechnique Lorraine, et François Grosdidier (à droite) lors de la visite de l'usine à Fèves. Photo Pascal BROCARD

Un médiateur lorrain

• **Chez Microtechnique Lorraine** : Christian Estrosi a commencé sa visite en Moselle par la société AML Microtechnique Lorraine (85 salariés), créée par un ancien sidérurgiste, Alfred Limbach, et que dirige son fils Régis. Elle est spécialisée dans les pièces pour l'aéronautique et le spatial. « *Nous visons un marché de niche avec des pièces compliquées, en petites séries et à haute valeur ajoutée. Nous regrettons que les donneurs d'ordres n'aient plus que la rentabilité financière en tête et ne cherchent qu'à faire baisser nos prix* », a expliqué Régis Limbach au ministre, en présence de François Grosdidier, député de la Moselle.

• **Médiateur** : Jean-Claude Volot, ancien élève de l'Enim (promotion 1973) a confirmé la création d'un poste de médiateur de la sous-traitance en Lorraine. Il sera tenu par Jean-Claude Robert, ingénieur, expert auprès du tribunal de Nancy et médiateur.

• **Prototypes** : Christian Estrosi, champion de moto et ancien vainqueur du Bol d'or en 1976, n'a pas manqué de s'arrêter devant la moto proto réalisée par les étudiants de l'Enim. Pierre Padilla, le directeur de l'école messine, lui a même offert un bolide, prototype hybride-thermique du Racing Team de l'Enim qui a remporté en 2010 le Challenge de la SIA (Société des ingénieurs de l'automobile). Ravi, le ministre compte le mettre en vitrine à Bercy au ministère pour « *montrer tout le savoir-faire de la Lorraine.* »

B. K.

SOCIAL *équipements électriques*

Clemessy paralysée par une grève

Les quelque cent sites en France de Clemessy (groupe Eiffage), société d'équipements électriques pour l'industrie, ont tous été paralysés hier par une grève suivie par plus de 80 % des 5 000 salariés.

La grève s'est déclenchée à l'appel de l'intersyndicale CFDT-CGT-FO-CFE-CGC afin de protester contre le changement brusque de président intervenu mercredi dernier, dans lequel les syndicats voient le début du démantèlement de leur entreprise.

Le travail doit reprendre normalement aujourd'hui, a indiqué l'intersyndicale qui s'est déclarée très satisfaite de la mobilisation. La direction de Clemessy n'a pas pu être jointe hier.

Le nouveau président, François Massé, est également PDG de Forclum, une autre filiale du groupe de construction Eiffage et qui